Moldavie : blocage des négociations sur le gaz avec la Russie

Description

Le Parlement moldave a approuvé le 22 octobre l'état d'urgence énergétique pour un mois, alors que le gouvernement venait d'échouer à conclure un nouvel accord de fourniture avec la société russe Gazprom. Confrontée à une situation qualifiée de critique, la Première ministre Natalia Gavrilita a soutenu ce vote, précisant qu'il permettrait l'achat de volumes nécessaires de gaz auprès de fournisseurs alternatifs, dont l'Ukraine et la Roumanie. Prévue jusqu'au 20 novembre prochain, la mesure autorise en effet la Moldavie à acheter du gaz selon un régime simplifié permettant de débloquer des fonds.

La situation est particulièrement difficile alors que, dans un contexte de flambée mondiale des prix de l'énergie, Chisinau a vu expirer son contrat de livraison avec Gazprom, son principal fournisseur de gaz, à la fin du mois de septembre. Gazprom a bien accepté de prolonger le contrat d'un mois, jusque fin octobre donc, mais en faisant passer le prix à 790 $ le m^3, contre 555 $ précédemment. Certains commentateurs n'ont pas hésité à y voir une mesure de rétorsion de la part de Moscou, après l'élection d'une Présidente pro-européenne l'an dernier. N. Gavrilita a en tout cas estimé que Moldovagaz, dont Gazprom est le principal actionnaire, n'avait pas tenu sa parole et pas fourni les volumes de gaz prévus. Accusation rejetée par la compagnie. Le pays consomme 2,8 milliards de m^3 de gaz par an.

Le 23 octobre, Gazprom a pour sa part fait savoir qu'il pourrait interrompre les exportations vers la Moldavie après novembre si un nouveau contrat n'était pas signé d'ici décembre et si Chisinau ne s'acquittait pas du paiement de sa dette, qui s'élèverait à 709 millions de $. Les négociations en cours opposeraient la partie moldave, qui demande une réduction de moitié du prix proposé, et la partie russe, qui aurait proposé une réduction de 25 % par rapport au cours actuel du marché.

Cet état d'urgence est considéré comme un véritable test pour la chef de l'Etat Maia Sandu, qui a déjà demandé l'aide de l'UE et des pays voisins, dont l'Ukraine. Aucune nouvelle négociation avec la Russie n'est prévue d'ici la fin du mois.

Sources : *RBK, Interfax, Reuters, RFE/RL*.

date créée
25/10/2021
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou